



YouTube



Dimanche

20 juillet 2025

12 pages

No. 683

GRATUIT

« Reward Money »

Un ACP bientôt entendu

- Ce haut gradé, connu pour ses déclarations controversées à la presse, aurait reçu plus de Rs 100 millions sur son compte bancaire

Un détournement organisé des fonds publics

Cette affaire qui secoue actuellement le pays révèle bien plus qu'un simple cas de détournement de fonds au sein de la police sous le règne du MSM de Pravind Jugnauth. Les récentes arrestations de l'ASP Faraaz Mooniaruth et du sergent Yeshdeo Seeboruth, ainsi que l'enquête visant un ACP ayant reçu plus de Rs 100 millions, mettent en lumière les failles structurelles d'un système où les mécanismes de contrôle semblent avoir été délibérément affaiblis



Fouilles à Melrose

Dev Jokhoo dément toute violence policière

Affaire BAI

Dawood Rawat relance les hostilités judiciaires et vise Sattar Hajee Abdoula

Opinion

L'esprit cadennassé

Suspension controversée pour port du hijab

Me Mamoojee : « Que l'on soit hindou, chrétien, musulman ou athée, la loi protège la liberté de conviction »

Le FMI salue la stratégie budgétaire du gouvernement

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



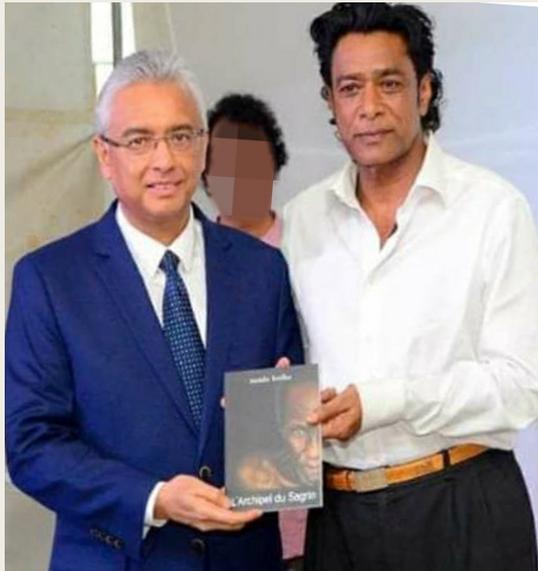
L'esprit cadenassé

Il n'aura pas fallu attendre longtemps avant que Nando Bodha révèle ses vraies couleurs. Celui qui avait claqué la porte du MSM parce qu'il était « *cadenassé* » et que « *l'odeur de la mort* » y rôdait cherche aujourd'hui une alliance avec ce même parti. Celui qui scandait « *ni Navin ni Pravind* » souhaite maintenant se rallier à ce même Pravind Jugnauth. Chassez le naturel, il revient au galop. Et pourquoi veut-il une telle alliance ? Parce qu'il faut sauver le pays, selon lui. Heureusement que le ridicule ne tue pas.

Ce cher Nando semble oublier que c'est ce même MSM qui a poussé le pays dans le gouffre où il se trouve actuellement et que le gouvernement de Navin Ramgoolam s'évertue à l'en sortir. Son esprit semble aujourd'hui être cadenassé. Faut-il lui rappeler que c'est sous la gouvernance de ce parti qu'il souhaite maintenant rejoindre que Maurice a connu les pires scandales, dont l'affaire Kistnen, les allégations de '*planting*' et d'arrestations arbitraires, et les autres scandales financiers de son histoire récente ? La gestion catastrophique des finances publiques par le MSM constitue à elle seule un réquisitoire accablant. En l'espace d'une décennie, la dette publique mauricienne a littéralement explosé, passant de Rs 238 milliards en 2014 à Rs 608, 2 milliards en 2024.

Rien que le coût du service de la dette, c'est-à-dire le paiement des intérêts sur l'endettement public, représente désormais Rs 21, 8 milliards en 2024-2025, avec une projection de Rs 26, 1 milliards pour 2025, soit une augmentation de 20 % en une seule année. Cette charge financière est devenue la deuxième plus grosse dépense de l'État après les pensions, illustrant à quel point l'endettement sous l'ancien régime de Pravind Jugnauth érode la capacité du gouvernement actuel à investir dans les secteurs prioritaires.

Comme si la catastrophe financière ne suffisait pas, le MSM a enchaîné les scandales qui révèlent une corruption systémique et une gestion calamiteuse des fonds publics. Le système de « *Reward Money* », mis en place durant le mandat de l'ancien Commissaire



de police, Anil Kumar Dip, a été perverti et des dizaines de millions de roupies auraient été indûment encaissées. L'enquête menée par la « *Financial Crimes Commission* » révèle un vaste système frauduleux, avec des officiers supérieurs de la police soupçonnés d'être au centre de ce réseau.

Le scandale impliquant Pulse Analytics, ou encore celui de la MTPA-Maradiva, représentent les détournements les plus spectaculaires de l'ère MSM. Ils démontrent parfaitement comment les fonds publics ont été détournés pour servir des intérêts privés. Parallèlement à ces détournements massifs, les révélations au Parlement sur les salaires des conseillers et avocats du gouvernement MSM ont choqué l'opinion publique. Alors que le pays s'enfonçait dans la crise de la dette, le gouvernement de Pravind Jugnauth n'hésitait pas à distribuer des honoraires mirobolants à ses proches conseillers, creusant encore davantage le déficit public et illustrant une gestion totalement déconnectée des réalités économiques du pays. Ces scandales à répétition illustrent parfaitement la dérive institutionnelle qui a caractérisé les années MSM.

Face à ce bilan accablant, comment Nando Bodha peut-il prétendre vouloir « *sauver le pays* » en s'associant avec ceux qui l'ont enfoncé dans une crise multidimensionnelle aussi profonde ? Comment celui qui dénonçait hier « *l'odeur de la mort* » au MSM peut-il aujourd'hui considérer ce même

parti comme un partenaire de salut national ? En cherchant à s'allier avec le MSM, Nando Bodha ne veut pas sauver le pays, il participe à sa perdition en cautionnant un bilan de gouvernance désastreux qu'il a lui-même combattu, du moins prétendu combattre, durant toute la dernière campagne électorale. Heureusement que son partenaire d'alliance, Rama Valayden, se montre plus réaliste.

Alors que Roshni Badhain du Reform Party ne s'est pas montré intéressé par l'appel de Bodha, le MSM, lui, n'a pas encore réagi. Imaginez un seul instant Bodha et le MSM réunis sur une seule estrade politique... *Chatwa United*. L'avenir de Maurice ne se construira pas sur les ruines morales et financières du MSM, bien qu'il faille les dénoncer et sanctionner, comme le souhaite Nando Bodha. L'avenir se construira plutôt sur un renouveau politique authentique, porté par des hommes et des femmes intègres, capables de rompre définitivement avec les pratiques qui ont mené le pays au bord du gouffre. Disons-le haut et fort : bien que certaines promesses de l'Alliance du Changement ne puissent être respectées dans l'immédiat, il faut aussi reconnaître que le gouvernement de Navin Ramgoolam a eu un mandat clair et net de changer la destinée du pays.

Certes, le chemin menant vers ce changement sera long et semé d'embûches. Les réformes structurelles nécessaires pour redresser les finances publiques et restaurer la confiance des citoyens exigeront des sacrifices de la part de tous. Il faudra du courage politique pour prendre des décisions difficiles et de la persévérance pour mener à bien les transformations indispensables. Mais dans quelques années, si les bonnes décisions sont prises aujourd'hui, si la gouvernance retrouve ses lettres de noblesse et si l'intérêt général prime sur les calculs partisans, notre île pourra alors renouer avec la croissance durable et la prospérité partagée. C'est cette vision qu'il nous faut aujourd'hui avoir et défendre. Cette vision, on ne pourra que l'avoir avec un esprit ouvert, et non cadenassé.

« Reward Money »

Un ACP bientôt entendu

L'enquête menée par la 'Financial Crimes Commission' (FCC) autour du système de Reward Money continue de secouer la hiérarchie policière. Après l'arrestation de l'assistant commissaire de police Lillram Deal, deux autres officiers de police ont été arrêtés mercredi dans ce vaste scandale financier. Il s'agit de l'ASP Faraaz Mooniaruth et du sergent Yeshdeo Seeboruth, deux proches de l'ancien commissaire de police Anil Kumar Dip.



ASP Faraaz Mooniaruth



Sergent Seeboruth

Ces arrestations ont eu lieu après que les enquêteurs de la FCC ont découvert une somme de Rs 19,3 millions sur le compte bancaire du sergent Seeboruth. Selon les premières informations, ces fonds auraient été déposés entre septembre et octobre 2024. L'origine de cet argent est jugée suspecte et serait liée à des activités illégales autour du système de Reward Money, destiné normalement à récompenser les informateurs de la police dans le cadre d'enquêtes criminelles.

Selon les enquêteurs, l'ASP Faraaz Mooniaruth aurait validé une fausse demande de Reward Money d'un montant de Rs 3 millions. Cette somme aurait été versée au profit du sergent Seeboruth, alors qu'il dirigeait la Police Reform Development Unit. Le rôle de l'ASP Mooniaruth dans cette affaire est considéré comme central, car c'est lui qui aurait recommandé le paiement dans le cadre d'enquêtes fictives.

Lors de son arrestation, le sergent Seeboruth a été longuement interrogé sur les mouvements d'argent liés à son compte bancaire. Il a été confirmé que l'argent du Reward Money a été retiré peu de temps après avoir été versé. Les enquêteurs ont aussi été intrigués par la présence d'un coffre-fort vide retrouvé au domicile du sergent. Ce coffre a été saisi, et des prélèvements ont été effectués par les officiers de la police scientifique dans le cadre de l'enquête.

Les deux policiers ont comparu en cour jeudi, après avoir été placés en détention la veille. Ils ont été provisoirement inculpés

de blanchiment d'argent, sous l'article 36 de la FCC Act. Le sergent Seeboruth aurait joué un rôle clé dans les démarches administratives pour faire aboutir ces fausses demandes de primes. La FCC soupçonne également que l'ASP Mooniaruth et le sergent Seeboruth se seraient concertés pour adopter une ligne de défense similaire après leur arrestation. Cette stratégie soulève des interrogations au sein de la commission, qui cherche à établir s'il s'agit d'une simple coïncidence ou d'un accord entre les deux hommes.

Le processus de « Money Trail » mené by plusieurs équipes d'investigation de la FCC a été crucial dans l'identification des transactions douteuses. Ce travail d'analyse bancaire a permis de retracer les flux financiers suspects et de remonter jusqu'aux comptes personnels des policiers concernés.

Par ailleurs, dans le même dossier, l'assistant commissaire de police Lillram Deal a retrouvé la liberté conditionnelle après 28 jours de détention. Il a comparu en cour de Port-Louis jeudi. Le haut gradé a dû fournir deux cautions de Rs 700 000 chacune et signer deux reconnaissances de dette d'un montant de Rs 1,5 million chacune.

Pour rappel, Lillram Deal avait été arrêté le 20 juin dernier après que la FCC eut découvert une somme de Rs 4,5 millions sur un compte bancaire conjoint qu'il détient avec son épouse. Une partie de cet argent, issu du Reward Money Fund, aurait été utilisée pour l'achat d'un

véhicule à son nom.

Ce nouveau développement confirme les soupçons d'un vaste réseau impliqué dans le détournement de fonds publics destinés à rémunérer des informateurs dans le cadre d'enquêtes policières. Plusieurs officiers de haut rang sont

Ce haut gradé, connu pour ses déclarations controversées à la presse, aurait reçu plus de Rs 100 millions sur son compte bancaire

désormais dans le viseur des enquêteurs.

La FCC continue ses investigations, qui pourraient révéler d'autres complicités au sein de la force policière. Des perquisitions ont déjà été effectuées au domicile de l'ASP Mooniaruth à Plaine des Papayes, où plusieurs documents ont été saisis. Ces pièces pourraient permettre de faire avancer l'enquête.

Les autorités judiciaires doivent maintenant déterminer si ces fonds publics ont été obtenus et utilisés illégalement, et si d'autres policiers ou civils sont impliqués dans cette affaire. Le système de Reward Money, qui visait à encourager les dénonciations dans les affaires criminelles, est aujourd'hui au cœur d'un scandale qui soulève de nombreuses questions sur la transparence et le contrôle des finances publiques au sein de la police.

Ce dossier reste en cours et d'autres arrestations ne sont pas à écarter. La FCC semble déterminée à aller jusqu'au bout pour faire toute la lumière sur cette affaire qui entache sérieusement l'image de la police mauricienne.

Un ACP visé : plus de Rs 100 millions dans son compte bancaire intriguent la FCC

Un haut gradé de la police, plus précisément un Assistant Commissaire (ACP), se retrouve dans le viseur de la Financial Crimes Commission (FCC). Ce dernier, déjà connu pour ses nombreuses déclarations controversées à la presse dans le passé, notamment à la suite de saisies de drogue, est aujourd'hui au centre d'une enquête d'envergure.

Selon des sources proches du dossier, l'ACP aurait, à plusieurs reprises, tenu des propos visant directement certaines personnalités occupant des postes constitutionnels, soulevant déjà des interrogations à l'époque.

Mais cette fois, c'est une tout autre affaire qui attire l'attention des enquêteurs.

Plus de Rs 100 millions auraient transité par son compte bancaire personnel. La FCC veut comprendre l'origine et la justification de ces importants mouvements de fonds.

Le haut gradé sera convoqué prochainement dans les locaux de la FCC à Réduit. Il devra fournir des explications sur ces transactions, jugées suspectes.

L'enquête s'annonce délicate, d'autant plus qu'il s'agit d'un officier occupant un poste stratégique au sein des forces de l'ordre. La FCC poursuit son travail de traçabilité financière pour déterminer s'il s'agit d'un cas de blanchiment d'argent ou si d'autres personnes sont impliquées dans ce qui pourrait être un réseau plus large.

L'affaire est suivie de près, alors que les révélations autour de ce dossier pourraient avoir des répercussions importantes au sein des institutions.

« Reward Money »

Un détournement organisé des fonds publics

L'affaire du « *Reward Money* » qui secoue actuellement le pays révèle bien plus qu'un simple cas de détournement de fonds au sein de la police sous le règne du MSM de Pravind Jugnauth. Les récentes arrestations de l'ASP Faraaz Mooniaruth et du sergent Yeshdeo Seeboruth, ainsi que l'enquête visant un ACP ayant reçu plus de Rs 100 millions, mettent en lumière les failles structurelles d'un système où les mécanismes de contrôle semblent avoir été délibérément affaiblis.

Les révélations de la 'Financial Crimes Commission' (FCC) dessinent un schéma troublant de complicités organisées. L'arrestation du sergent Seeboruth, sur le compte duquel ont été découverts Rs 19,3 millions déposés entre septembre et octobre 2024, et celle de l'ASP Mooniaruth, qui aurait validé une fausse demande de Rs 3 millions, illustrent parfaitement la mécanique du détournement.

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes et confirment la concentration massive de fonds précédant immédiatement les élections générales. La temporalité de ces versements - septembre et octobre 2024 - ne peut être le fruit du hasard. Elle laisse entrevoir une instrumentalisation délibérée du système de récompenses policières à des fins possiblement électorales. Seraient-ils liés aux diverses allégations de '*planting*' contre des opposants politiques sous le précédent régime ? Était-ce un moyen de récompenser certains hauts gradés de la police pour services rendus ?

Le cas le plus spectaculaire reste celui de cet ACP, déjà connu pour ses déclarations controversées, sur le compte duquel ont transité plus de Rs 100 millions. Cette somme colossale soulève des questions fondamentales sur l'ampleur réelle du détournement et sur les ramifications de ce réseau au sein de la hiérarchie policière.

Un système progressivement dévoyé par des complices

L'évolution révélée par les enquêtes montre une transformation radicale du système. De versements normaux aux policiers dans les années précédentes, on passe à un détournement organisé via de fausses demandes et des



Photo: Defi Media

informateurs fictifs. Les cas de Lillram Deal, avec ses Rs 4,5 millions utilisés notamment pour l'achat d'un véhicule, et des autres officiers arrêtés illustrent cette dérive.

Cette évolution n'est pas accidentelle. Elle résulte d'amendements successifs du '*Police Standing Order 122*' qui ont progressivement assoupli les conditions de versement, créant un système opaque et facilement manipulable. Mais les arrestations récentes révèlent que ces modifications ont été exploitées par un réseau de policiers corrompus travaillant de concert.

La question qui se pose désormais est : qui est à l'origine de ces modifications ? Ont-elles été imposées par la haute hiérarchie de la police ou par une certaine *Lakwizinn* ? Y a-t-il eu une complicité entre des hauts gradés et l'ancien pouvoir pour détourner ces fonds publics ?

Le travail minutieux de « *Money Trail* » mené par la FCC a permis de retracer les flux financiers suspects et de remonter jusqu'aux comptes personnels des policiers concernés. La découverte du coffre-fort vide au domicile du sergent Seeboruth, les perquisitions menées chez l'ASP Mooniaruth à Plaine-des-Papayes, et les documents saisis constituent autant de preuves matérielles de ce détournement organisé.

Le fait que l'argent du *Reward Money* ait été retiré peu de temps après avoir été versé confirme l'intention délibérée de ces officiers de détourner ces fonds

publics. La coordination apparente entre les suspects, qui auraient adopté une ligne de défense similaire, témoigne de l'existence d'un véritable réseau organisé.

Les éléments factuels révélés par les arrestations soulèvent une autre question fondamentale : y avait-il eu, sous le MSM, la constitution d'un trésor de guerre électoral alimenté probablement par des fonds publics détournés via des complicités policières ? La concentration des versements sur septembre et octobre 2024, suivie d'un arrêt total sous le nouveau gouvernement, laissent croire que ces fonds ont pu être utilisés à des fins autres que la rémunération légitime d'informateurs.

L'implication d'officiers proches de l'ancien Commissaire de police Anil Kumar Dip, connu pour sa proximité avec *Lakwizinn*, dans ce scandale soulève des questions sur l'étendue des complicités au plus haut niveau de la hiérarchie policière sous l'ancien régime.

Vers une refondation nécessaire

Cette affaire, révélée par les enquêtes courageuses de la FCC, appelle à une refondation complète du système de contrôle des finances publiques. Les arrestations successives montrent que la détermination des nouvelles autorités à faire toute la lumière sur ces détournements porte ses fruits.

Il est urgent d'instaurer des mécanismes de traçabilité en temps réel pour tous les fonds publics et de sanctionner empalement tous les responsables de ces détournements, quel que soit leur rang. La crédibilité du gouvernement de Navin Ramgoolam repose sur la capacité des institutions à mener des enquêtes transparentes et à sanctionner les responsables.

L'heure n'est plus aux demi-mesures : seule une refondation complète du système de contrôle des finances publiques, accompagnée d'un assainissement de la hiérarchie policière, peut restaurer la confiance des citoyens dans leurs institutions démocratiques. Les arrestations récentes constituent un premier pas encourageant dans cette direction. Faut-il encore qu'elles aboutissent éventuellement à des sanctions.

UP



Jane Constance

Bravo à Jane Constance qui a décroché un poste de coordinatrice RH en Angleterre, un bel exemple de résilience et d'excellence. Sa trajectoire montre que la persévérance et l'engagement permettent d'atteindre ses rêves, quels que soient les obstacles. Jane incarne l'inclusion, l'authenticité et l'inspiration – une référence pour tous.! Aveugle de naissance, elle a su transformer chaque défi en force : gagnante de The Voice Kids en France, nommée Artiste de l'UNESCO pour la paix, titulaire d'un LLB en droit (2023) et d'un Master en gestion des ressources humaines avec mention à l'University of Central Lancashire, avec certification CIPD reconnue à l'international.

C'EST ÉCRIT

« C'est quelqu'un qui malgré toutes les injustices et les humiliations qu'il a subies n'était pas animé par la vengeance. Il a fait 27 ans de prison. Quand il est sorti, il a voulu réconcilier son pays, après le régime d'apartheid. Bâtir une nation arc-en-ciel, où les droits de chaque citoyen sont respectés. Nelson Mandela est un symbole fort. Il a beaucoup œuvré pour le respect, la dignité dans le traitement des personnes incarcérées. L'une des missions de la commission c'est de s'assurer que les personnes incarcérées soient traitées avec dignité. Que les conditions de leur détention soient humaines »



Satyajit Boolell
L'Express
Samedi 19 juillet 2025

A ÉTÉ DIT



« La confidentialité des données et le respect de la vie privée et des droits numériques sont des priorités absolues, sur lesquelles Mauritius Telecom ne transigera pas. »

Veemal Gungadin
Le Défi
Samedi 19 juillet 2025

DOWN

Padayachy : l'art de fuir ses responsabilités

Chaque semaine, Renganaden Padayachy nous gratifie d'une nouvelle leçon d'économie sur les réseaux sociaux. L'ex-ministre des Finances semble avoir une mémoire sélective : il commente, critique, accuse – mais n'assume jamais. Pas un mot sur le déficit qu'il a laissé, ni sur les dettes impayées qu'il a soigneusement léguées. À l'écouter, il n'a rien à voir avec la situation actuelle, et tout serait la faute de ceux qui essaient aujourd'hui de réparer les dégâts. C'est pratique, la politique sans bilan.



Photos du jour

Un bus se renverse à Cascavelle

Encore un accident spectaculaire ce vendredi 18 juillet, lors duquel un bus s'est renversé à Cascavelle avec des passagers à bord. Heureusement, il y a eu plus de peur que de mal, et aucun blessé grave n'est à déplorer.



Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute confidentialité
et seront publiées dans le journal ou
sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES

PNQ

Navin Ramgoolam : « Le gouvernement prend des mesures audacieuses pour stabiliser la roupie et maîtriser l'inflation »

Lors de la séance parlementaire de ce mardi 15 juillet, le Premier ministre, Navin Ramgoolam, a répondu à une Private Notice Question du leader de l'opposition sur la situation de la roupie mauricienne sur le marché des changes et son impact sur l'inflation. Il a présenté une série de réformes structurelles et de mesures monétaires visant à stabiliser la monnaie nationale et à contenir la flambée des prix.

Réformes du marché des changes

Le chef du gouvernement a rappelé que la Banque de Maurice a procédé à plusieurs ajustements clés pour corriger les distorsions du marché. Parmi les mesures prises figurent :

- **Réforme du marché des devises** : Depuis décembre 2024, toutes les transactions en devises, y compris les opérations de swap et les produits dérivés, doivent obligatoirement passer par des institutions agréées. La Banque centrale a également renforcé les contrôles sur les transactions entre entreprises pour lutter contre un marché parallèle.
- **Hausse du taux directeur** : En février 2025, le taux directeur a été relevé de 4 % à 4,5 %, afin de contenir l'inflation importée et renforcer la valeur de la roupie.
- **Encadrement des transactions à terme** : Les banques ont reçu des directives pour garantir que les opérations à terme sur devises soient tarifées en accord avec les fondamentaux économiques.
- **Harmonisation réglementaire** : Un alignement des responsabilités entre la Financial Services



Commission et la Banque de Maurice a été opérée, notamment en ce qui concerne la surveillance des sociétés de gestion de trésorerie.

- **Dialogue renforcé avec les acteurs du marché** : Des réunions mensuelles ont été instituées avec les trésoriers des banques pour maintenir une approche concertée de la stabilité monétaire.

Selon Navin Ramgoolam, ces interventions ont permis une stabilisation de la roupie sur une base pondérée par les échanges. Il a indiqué que la devise mauricienne s'est appréciée de 4,8 % face au dollar américain, même si elle a connu une légère dépréciation face à l'euro et à la livre sterling.

Lutte contre l'inflation

Conscient de l'impact de la dépréciation antérieure de la roupie sur le coût de la vie, le gouvernement a également mis en œuvre plusieurs mesures pour

alléger le fardeau des ménages :

- **Baisse de Rs 5 par litre sur le prix des carburants**, annoncée en décembre 2024.
- **Contrôle des prix ciblés** avec des plafonds de marges bénéficiaires fixés entre 25 à 30 % à Maurice, et 5 à 8 % à Rodrigues.
- **Suppression de la TVA sur certains produits de base**, notamment les légumes surgelés et en conserve, les produits de nutrition infantile et les aliments pour bébés, entraînant une **réduction moyenne de 15 % des prix en rayon**.
- **Renforcement des contrôles** effectués par le ministère du Commerce.
- **Création d'un Fonds de stabilisation des prix doté de Rs 10 milliards**, dont Rs 2 milliards ont déjà été mobilisées pour soutenir les mesures de protection du consommateur.

Un nouveau modèle économique

Le Premier ministre a conclu en insistant sur la nécessité de repenser le modèle économique du pays : « *Nous changeons de paradigme économique. Il ne s'agit plus de dépendre uniquement de la consommation, des importations et d'une illusion monétaire. Nous misons désormais sur l'investissement, les exportations, l'innovation et la production locale.* »

Navin Ramgoolam a également souligné l'importance de réduire la dépendance énergétique du pays, en produisant davantage d'énergie propre localement, afin de réduire le déficit commercial, ainsi que la dette publique et le déficit budgétaire.

Le FMI salue la stratégie budgétaire du gouvernement

Le Fonds monétaire international (FMI) s'est montré favorable aux orientations du budget 2025-2026 présenté par le gouvernement de Navin Ramgoolam, soulignant qu'il s'agit d'une démarche cohérente avec les priorités de viabilité budgétaire. Dans une analyse publiée le 15 juillet, l'institution internationale met en avant des réformes jugées cruciales pour préserver la stabilité économique du pays à moyen terme.

Une situation exigeant des réformes

Après avoir opéré un virage réussi d'une économie agricole vers un modèle diversifié et à revenu intermédiaire supérieur, Maurice fait aujourd'hui face à de nouveaux défis : une dette publique élevée (87 % du PIB en 2024), une population vieillissante, une faible productivité et des besoins croissants en infrastructures publiques.

Dans ce contexte, le FMI rappelle que la solidité budgétaire est essentielle pour garantir une croissance inclusive et durable. Le budget 2025-2026 tente d'y répondre à travers un ensemble de mesures structurantes que l'institution juge globalement pertinentes, à condition qu'elles soient mises en œuvre avec prudence et progressivité.

Trois axes prioritaires

1. Renforcement des recettes fiscales

L'un des objectifs clés du budget est d'augmenter les recettes fiscales de plus de 2 % du PIB d'ici

2026. Pour y parvenir, le gouvernement prévoit la suppression progressive de certaines exonérations, notamment en matière de TVA et de droits d'accise, qui représentaient à elles seules 4,6 % du PIB en 2024-2025. « *La mise en œuvre et l'enchaînement de ces réformes devront limiter l'impact négatif sur la croissance et protéger les plus vulnérables* », soulignent Mariana Colacelli et Felix Simione du FMI, les auteurs de l'article.

2. Réforme du système de retraite

Les dépenses liées à la Basic Retirement Pension (BRP), versée à tous les Mauriciens dès 60 ans, ont plus que doublé depuis 2019. Avec une population qui vieillit rapidement, le pays devra faire face à une hausse marquée du ratio de dépendance des personnes âgées dans les prochaines décennies. « *Maintenir le système actuel impliquerait une redistribution intergénérationnelle significative, les jeunes générations portant le poids d'un financement croissant* », avertit le rapport.

Le FMI préconise donc lui aussi un alignement progressif de l'âge d'éligibilité à la BRP sur l'âge officiel de la retraite (65 ans). Cette mesure permettra de contenir la hausse des dépenses tout en réduisant les inégalités intergénérationnelles.

3. Mieux cibler les dépenses sociales

L'optimisation des dépenses est un autre levier identifié par le FMI. Certaines allocations sociales, trop largement distribuées, ne bénéficient qu'à

une minorité de personnes réellement pauvres. Le FMI cite notamment le programme d'aide sociale, dont seulement 11 % des bénéficiaires sont considérés comme pauvres. « *Il existe un potentiel pour rationaliser les transferts fiscaux mal ciblés et régressifs* », note l'institution, qui voit dans cette démarche une opportunité de renforcer la justice sociale et l'efficacité de la dépense publique.

Le budget prévoit ainsi une réduction graduelle de ces transferts non ciblés afin de libérer des ressources pour des aides mieux orientées, ce qui renforcerait l'efficacité de la dépense publique et créerait un espace budgétaire supplémentaire.

Une trajectoire jugée crédible

Si elle est pleinement appliquée, la stratégie budgétaire actuelle pourrait faire baisser la dette publique de 87 % du PIB en 2024 à 75 % en 2030, selon les projections des autorités. Le FMI considère cet objectif comme atteignable, à condition de maintenir une discipline budgétaire rigoureuse et de poursuivre les réformes engagées.

Mariana Colacelli, cheffe de mission du FMI pour Maurice, et Felix Simione, économiste au Département Afrique du FMI, soulignent que Maurice dispose des bases nécessaires pour réussir cette transition vers des finances publiques plus solides. « *L'économie mauricienne dépend de finances publiques durables* », rappellent-ils, en insistant sur la nécessité d'un équilibre entre rigueur et inclusion.

Suspension controversée pour port du hijab

Me Mamoojee : « Que l'on soit hindou, chrétien, musulman ou athée, la loi protège la liberté de conviction »

Deux femmes employées dans un cabinet d'avocats réputés de Port-Louis ont été suspendues pour avoir refusé de retirer leur hijab. L'affaire, dénoncée comme une atteinte à la liberté religieuse et à l'égalité des droits, a été portée devant la Commission de Conciliation et de Médiation (CCM) et sera également examinée par l'Equal Opportunities Commission ce lundi 21 juillet 2025. Représentées par Mes Imthiaz Mamoojee et Nadeem Hyderkhan, les deux femmes affirment avoir été victimes de remarques déplacées, avant d'être suspendues.

Une évolution vestimentaire contestée en interne

L'une des femmes, de retour d'un petit pèlerinage à La Mecque (Umrah), a choisi de commencer à porter le hijab au quotidien. Une décision personnelle, en accord avec sa foi, qui a immédiatement été mal vue par plusieurs de ses collègues. « Certaines personnes au sein de la compagnie ont été offusquées qu'elle porte le hijab. Elles ont fait des remarques inappropriées », explique Me Imteaz Mamoojee.

Initialement, un avocat du cabinet lui aurait dit qu'il n'y avait « pas de souci », mais les tensions se sont accrues. Une deuxième employée a ensuite, elle aussi, décidé de porter le hijab, ce qui a provoqué davantage de remarques désobligeantes. Les deux ont finalement été suspendues.

Liberté religieuse et protection constitutionnelle

Pour Me Mamoojee, la suspension est non seulement abusive mais aussi illégale : « La section 11 de

la Constitution garantit la liberté de conscience et de religion. Le Workers' Rights Act et l'Equal Opportunities Act interdisent toute forme de discrimination, qu'elle soit religieuse, raciale ou autre. »

Il insiste également sur une mauvaise interprétation du concept de laïcité, souvent confondu avec l'effacement des identités religieuses : « Maurice n'est pas la France. Nous vivons dans un pays multiculturel où chacun porte son identité. La laïcité ici, c'est le respect mutuel, pas l'interdiction de la foi. »

Un précédent qui fait jurisprudence : l'affaire Sooleka Darwhoor

L'affaire rappelle un précédent marquant dans le paysage judiciaire mauricien. En février 2019, Sooleka Darwhoor, une employée de l'hôtel The Residence, avait été sanctionnée pour avoir porté le tikka, symboles religieux hindous. L'Employment Relations Tribunal (ERT) avait tranché en sa faveur, statuant qu'elle avait pleinement le droit d'exprimer sa foi dans le cadre de son emploi. Les avertissements disciplinaires avaient été annulés.

Pour Me Mamoojee, ce précédent renforce la position des deux femmes voilées : « Ce que nous défendons ici, ce n'est pas seulement deux employées, c'est un principe. Que l'on soit hindou, chrétien, musulman ou athée, la loi protège la liberté de conviction. »



Les deux femmes, bien que suspendues, continuent à percevoir un salaire. Mais cette suspension a des répercussions morales et psychologiques. « Elles ne s'attendaient pas à vivre une telle discrimination religieuse dans leur environnement professionnel. Mais elles tiennent bon, fidèles à leurs convictions, malgré les pressions. »

Me Nadeem Hyderkhan, également représentant des deux femmes, souligne l'urgence de renforcer le cadre légal pour éviter de tels abus. « La Constitution garantit déjà la liberté de religion, mais il est temps d'aller plus loin. Nous devons amender le Workers' Rights Act afin de protéger davantage les employés contre toute forme de stigmatisation liée à leur apparence ou leur foi. Aujourd'hui c'est le hijab, hier c'était une femme portant un tikka. Et demain ? » Il insiste sur le fait que personne ne devrait être sanctionné pour ce qu'il ou elle choisit de porter dans le respect de sa culture ou de sa religion, surtout dans un pays multiracial comme Maurice.

Le ministre du Travail, Reza Uteem, s'est également exprimé sur le sujet, réaffirmant que la Constitution garantit la liberté religieuse et que toute discrimination sur le lieu de travail est inacceptable.

Affaire BAI

Dawood Rawat relance les hostilités judiciaires et vise Sattar Hajee Abdoula



Une décennie après l'effondrement retentissant du groupe BAI, l'affaire continue de faire des remous dans le paysage financier mauricien. Dawood Rawat, l'ancien magnat de la finance, a franchi une nouvelle étape dans son parcours judiciaire en se rendant au Central Criminal Investigation Department (CCID) ce vendredi 18 juillet pour porter plainte contre Sattar Hajee Abdoula, ancien administrateur de la BAI.

Cette démarche s'inscrit dans une série d'actions légales menées depuis le début de l'année 2025. L'ancien président du groupe BAI multiplie en effet les recours, cherchant à obtenir réparation pour ce qu'il considère comme un complot orchestré contre lui et ses entreprises. La déclaration de Dawood Rawat devant les journalistes révèle l'ampleur de sa détermination. Il dénonce l'existence d'un « gang organisé » qui se serait ligué contre lui et sa famille lors de la débâcle de 2015, pointant vers une coordination entre différentes « forces économiques et politiques » qui auraient agi « sans aucune pitié ».

Au cœur de cette nouvelle offensive judiciaire se trouvent des éléments troublants, notamment un enregistrement audio datant d'avril 2015, qui évoque une supposée négociation impliquant plusieurs personnalités politiques de premier plan de l'époque, suggérant qu'un accord aurait été proposé à Dawood Rawat pour une sortie discrète du pays. L'enregistrement fait état d'une promesse d'immunité pour lui et sa famille en échange de la restitution d'avares détenus à bétranger.

Les montants en jeu témoignent de l'ampleur de cette affaire. Dawood Rawat réclame pas moins de Rs 100 milliards en réparation des pertes qu'il estime avoir subies lors de la liquidation de ses actifs entre 2015 et 2016.

Fouilles à Melrose

Dev Jokhoo dément toute violence policière

Une opération de fouilles menée le 17 juillet à la prison de haute sécurité de Melrose a suscité de vives tensions ces derniers jours parmi les familles des détenus. Le commissaire des prisons, Dev Jokhoo, rejette fermement les allégations de brutalités policières et nous éclaire sur les événements récents.

Selon lui, l'intervention visait uniquement à renforcer la discipline après plusieurs fouilles ayant permis la saisie de téléphones portables, de cartes SIM et autres objets interdits, parfois introduits avec la complicité de gardiens. Il affirme avoir suspendu plusieurs membres du personnel pénitentiaire, pris en flagrant délit de tentative de contrebande. Dev Jokhoo souligne que ces opérations de « crackdown » suscitent du mécontentement, y compris au sein du personnel carcéral, et que la résistance ne

vient pas uniquement des détenus. Concernant l'intervention du 17 juillet, il explique que des tensions ont éclaté entre détenus : certains coopéraient, tandis que d'autres tentaient de les empêcher de sortir de leurs cellules, ce qui a mené à des affrontements internes. Ce n'est qu'à ce moment-là que le soutien de la SMF a été sollicité, uniquement à titre dissuasif. Aucun gaz lacrymogène ni arme à feu n'aurait été utilisé. L'opération a permis de récupérer une nouvelle série d'objets prohibés. Dev Jokhoo assure enfin que les blessures constatées chez certains détenus étaient mineures et qu'une équipe médicale s'est chargée de leur prise en charge. Par ailleurs, le commissaire des prisons ajoute que le fait que Nasirodin Shameen Tengur ait été retrouvé mort dans sa cellule, par pendaison, n'a rien à voir avec les faits et qu'il était dans un autre quartier de la prison.

Disparition en mer

La voile du kitesurf de Tareq Narod retrouvée

Plus d'une semaine après sa disparition au large du Morne, un nouvel élément a bouleversé les recherches de Tareq Narod. La voile de son kitesurf a été repérée en mer, relançant à la fois les espoirs et les interrogations.

Le 15 juillet, en fin de matinée, la voile endommagée de Tareq Narod a été retrouvée à environ 15 milles nautiques au nord-ouest de Trou-aux-Biches. L'identification a été formellement confirmée par ses proches, présents au bureau de la National Coast Guard (NCG) à Caudan.



Cette découverte constitue le premier indice tangible depuis la disparition du jeune homme le 6 juillet. Ce jour-là, Tareq, 28 ans, amateur chevronné de kitesurf, était parti comme à son habitude pour une session au large du Morne. Les conditions étaient jugées favorables, mais il n'est jamais revenu. Sa voiture a été retrouvée stationnée près de la plage, avec ses effets personnels à l'intérieur.

Depuis, la mobilisation est ininterrompue. La NCG, épaulée par la famille, des amis et des bénévoles, continue inlassablement les recherches, en mer comme sur les rivages. Le bateau Victory est actuellement engagé dans les opérations, tandis que les patrouilles ont été renforcées.

L'émotion est vive dans l'Ouest du pays, où les habitants suivent chaque développement avec attention. Car au-delà du drame maritime, c'est l'histoire d'un jeune homme plein de vie qui touche les cœurs. Tareq Narod est décrit comme un jeune homme discret, passionné par la mer depuis l'enfance. Il pratique le kitesurf depuis l'âge de neuf ans et est connu pour son engagement écologique. Il partage son temps entre sa vie professionnelle, ses loisirs et ses proches, toujours curieux et investi.

À mesure que les jours passent, les incertitudes s'alourdissent. Mais l'espérance, elle, demeure. Celle d'un miracle, d'un retour. Et tant que l'océan reste silencieux, les prières, elles, ne cessent de résonner.

Cottage

Un homme poignardé lors d'une dispute conjugale : son épouse arrêtée

Un grave incident domestique s'est produit en milieu d'après-midi, le lundi 14 juillet 2025, à Ramnarain Road, Cottage. Un homme de 28 ans a été retrouvé grièvement blessé, après avoir été poignardé, selon ses dires, par son épouse lors d'une altercation. Cette dernière, âgée de 36 ans, a été arrêtée par la police peu après les faits.

Vers 15h35, les forces de l'ordre ont été alertées d'un possible cas de violence conjugale dans cette localité du Nord. Sur place, ils ont découvert la victime, Sunyam M., un maçon domicilié à cette adresse, assis sur les escaliers du domicile conjugal, le torse et le bras gauche en sang. Malgré son état, il a pu expliquer aux policiers avoir été agressé au couteau par sa propre femme.

L'homme, visiblement en état de choc, a été pris en charge et transporté d'urgence à l'hôpital SSRN, où il a été admis en salle 1.3. Il souffrait notamment d'une blessure profonde au thorax et d'une autre au bras. Une intervention chirurgicale mineure a été pratiquée, et son état a été jugé stable par le personnel soignant.

L'épouse, identifiée par les autorités

comme J.M., sans emploi, a été retrouvée à leur domicile. Elle dégageait une forte odeur d'alcool et présentait des signes apparents d'ivresse au moment de son interpellation. Elle aurait déclaré ne rien savoir des faits, selon les éléments de l'enquête. Après son arrestation, elle a été conduite à l'hôpital SSRN où elle a été admise en salle 1.5, sous surveillance policière.

La Criminal Investigation Division (CID) de Piton, en collaboration avec les officiers de la police locale, a ouvert une enquête pour tentative de meurtre. Une inspection des lieux a révélé d'importantes traces de sang à l'intérieur de la maison, notamment dans le salon et le couloir. L'arme du crime, soupçonnée d'être un couteau de cuisine, n'avait pas encore été retrouvée au moment de la fouille initiale.

Des policiers ont été postés à la résidence familiale ainsi qu'à l'hôpital afin d'assurer la sécurité de la scène et d'encadrer les soins des deux protagonistes. Les investigations se poursuivent pour faire la lumière sur les circonstances exactes de cette violente altercation.

**Meurtre à Plaine-Verte
Le corps d'un
quinquagénaire retrouvé,
un suspect avoué**

La tranquillité du quartier de Plaine-Verte a été brisée en milieu d'après-midi, mercredi 16 juillet 2025, par une découverte macabre. Le corps sans vie de Suryen Sangaren Pillay Veerapen, 57 ans, a été retrouvé gisant au sol dans sa maison, située non loin d'Edgar Laurent Street. Les premiers éléments recueillis sur les lieux par la police pointent vers un homicide violent. Un suspect a été arrêté quelques heures plus tard.



C'est un employé de l'établissement Madad-UI-Islam College, situé à proximité, qui a donné l'alerte aux alentours de 15 h 17. Conduit sur place par le sexagénaire, un certain M. S. D., un policier de Plaine-Verte a découvert le corps de la victime, allongée sur le dos, à l'intérieur de son domicile. Par la fenêtre ouverte, les enquêteurs ont immédiatement constaté des traces de sang sur le sol et un intérieur en désordre, signes laissant présager une scène de violence.

Le Scene of Crime Office (SOCO) a été mobilisé pour effectuer les prélèvements sur place. La dépouille de Suryen Sangaren Pillay Veerapen a été transportée à la morgue de l'hôpital Dr A. G. Jeetoo, où une autopsie, réalisée par le Dr Maxwell Monvoisin, a attribué la cause du décès à de graves blessures crâniennes (*craniocerebral injuries*).

La CID de Plaine-Verte, rapidement saisie de l'affaire, a procédé à l'arrestation de Vishal Roopun, un chauffeur de 47 ans, domicilié à Seegoolam Road, à Nouvelle-France. Déjà connu des services de police pour des délits liés à la possession de cannabis et de faux billets, le suspect a été identifié grâce aux images d'une caméra de surveillance le montrant quittant précipitamment les lieux du crime. Placé en garde à vue, il a reconnu les faits lors de son interrogatoire.

Une enquête est en cours pour établir les circonstances exactes du drame, les motivations derrière cet acte, ainsi que la nature de la relation entre le suspect et la victime. Les habitants du quartier, encore sous le choc, peinent à croire à cette tragédie survenue dans leur voisinage.

Journée mondiale de l'Environnement

« Hâvre de Paix » : un jardin endémique inauguré par l'Aile Féminine du QSCA

Le 28 juin 2025, à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, l'Aile Féminine du Qadiri Sunnee Circle Association (QSCA) a organisé une cérémonie au centre Sir Abdul Razack Mohamed, réunissant figures politiques, acteurs de la société civile et citoyens engagés.

Moment phare de l'événement : l'inauguration du jardin endémique « Hâvre de Paix ». Ce nouvel espace écologique, conçu pour préserver la flore indigène, se veut à la fois lieu de détente, d'apprentissage et de sensibilisation à l'urgence climatique.

La rencontre a débuté par une récitation du Coran, suivie d'un mot de bienvenue de Tanzila Nunkoo, trésorière de l'Aile Féminine, qui a souligné l'importance de léguer un patrimoine écologique aux générations futures. Zubeda Lallmahamood, présidente de la section, a quant à elle mis en lumière les initiatives sociales menées par son équipe, allant des campagnes de dépistage aux actions caritatives, tout en insistant sur le rôle central des femmes dans le développement durable.

Christabelle, jeune membre de l'Association Down Syndrome, a offert un moment d'émotion en récitant un poème en lien avec la nature. Son intervention, saluée par l'assistance, a renforcé le message d'inclusivité porté



par l'initiative.

Autre temps fort : le dévoilement du nouveau logo de l'Aile Féminine, fruit d'un travail collaboratif, illustrant les valeurs d'engagement, de tolérance et de respect de l'environnement.

La mise en terre symbolique



d'espèces endémiques a marqué la seconde partie de la célébration. Guidés par la secrétaire Sahin Ramodekhan, des invités comme le ministre Ajay Guness et le député Ehsan Juman, le maire de Vacoas-Phoenix Sunjeevsingh Dindyal, ainsi que d'autres

personnalités, ont planté les premières espèces offertes par la Forestry Division et la Mauritius Wildlife Foundation.

Des entrepreneures locales ont également tenu un stand de vente de plantes et produits issus de l'agriculture biologique, illustrant le potentiel de l'économie verte et l'implication croissante des femmes dans ce secteur.

« Hâvre de Paix », désormais ouvert au public, se veut un lieu d'échanges, de sensibilisation et de lien entre les générations. Une initiative qui rappelle que la transition écologique ne peut se faire sans mobilisation collective — et que les femmes y jouent un rôle essentiel.



Notice - Improvement Works at Airport Car Park

Airport Terminal Operations Ltd (ATOL) wishes to inform passengers and the public of the commencement of the **Smart Car Park Solution** project at SSR International Airport. This advanced system, once fully implemented, will significantly enhance user convenience, streamline vehicular flow and raise the overall standard of our parking services.

In this regard, from **22 July to 31 October 2025**, selected entry and exit lanes within the airport car park will be temporarily closed on a rotating basis, to accommodate the installation works. Necessary traffic signage and dedicated personnel will be in place during this period to guide and assist all users safely and efficiently.

We regret any inconvenience which may result from the works and rely on the cooperation of all passengers, airline partners and the public during this upgrade.

ATOL remains committed to delivering a seamless, secure and efficient parking experience.

18 July 2025

Khutbah - La réflexion du vendredi

Le défi de faire revivre le concept de la Ummah

Louanges à Allah (swt) et salutations au Prophète Muhammad (saw).

« Cette communauté, la vôtre, est une Ummah unique, tandis que Je suis votre Seigneur. Craignez-Moi donc. » Surah Al Mou'minoun (23) Verset 52

« Certes, cette Ummah qui est la vôtre est une Ummah unique, et Je suis votre Seigneur. Adorez-Moi donc. » Surah Anbiyah (21) verset 92

N'ayant pas vécu la mise en application de la législation d'Allah, ou encore la supériorité de l'idéologie islamique, il nous est difficile de comprendre, voire de saisir le concept de la Ummah dans son amplitude. Notre mentalité de colonisés aidant, nous nous sommes distancés de ce concept, pourtant exclusif à l'Islam.

Le concept de la Ummah est unique à l'Islam. Elle transcende la race, l'apparence physique, les langues, les frontières, le statut social, et toutes différences qui peuvent exister entre les humains. Nous faisons ainsi partie d'une Ummah globale. Et cela, ceux qui ont accompli le Hajj l'ont vécu. Faire revivre ce concept nous permettra de reconquérir notre statut de meilleure Ummah.

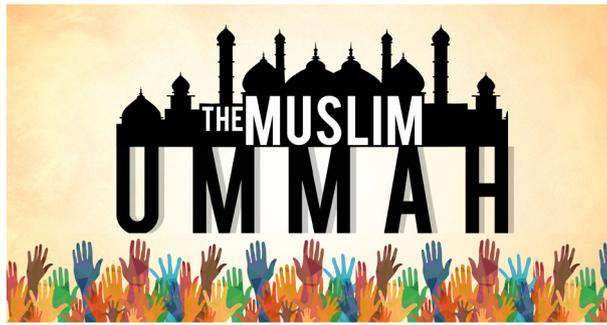
L'indifférence, voire la léthargie, de la communauté musulmane ainsi que du monde musulman, face aux nombreuses attaques contre des Musulmans, ainsi que la montée de l'islamophobie, relève du manque de compréhension, des uns, ou de la désinvolture des autres, face au concept fondamental de la Ummah.

Néanmoins il convient de souligner que, suite au génocide de Gaza, les Musulmans auront enfin réalisé un nouvel intérêt, voire une prise de conscience de la nécessité de montrer notre anxiété, du moins de nous soucier de tout ce qui touche à la Ummah, ou encore de nous rallier dans nos du'as, dans notre soutien aux opprimés.

Muhammad (saw) a affirmé: « Le sang d'un Musulman est plus sacré que la Ka'bah et ses alentours. »

Cependant, pendant que perdure le génocide, il convient aussi de relever l'impatience et l'indifférence qui gagnent les Musulmans. Le relâchement du boycott, avec la consommation, sans gêne aucune, de boissons qui financent le génocide, ainsi que l'abandon dans les mosquées de khutbah et de du'as en faveur de nos frères et sœurs en Palestine, est révoltant.

En parallèle, il faut reconnaître un manque d'intérêt, mais aussi l'indifférence des Musulmans face au génocide en Inde et au Cachemire, aux persécutions des Ouighours au Xinjiang, au massacre des enfants en Palestine, aux persécutions et aux tortures dans les prison israéliennes, aux extractions d'enfants musulmans, en Allemagne, de leur famille pour les placer dans des maisons d'accueil hostiles à l'Islam, aux attaques islamophobes en



Australie, au Canada, en France, aux États-Unis, en Allemagne, au Danemark et en Suède...

Dans un des Hadith où le concept de la Ummah est explicite, nous pouvons retenir :

Le Prophète Muhammad (saw) a dit : « Les croyants en leur bonté mutuelle, la compassion et la sympathie, sont comme un seul corps. Quand l'un des membres souffre, tout le corps y répond avec éveil et fièvre. » (Bukhari et Muslim)

Dans le verset suivant du Qur'an, Allah (SWT) décrit cette communauté :

« Vous êtes la meilleure communauté qu'on ait fait surgir pour les hommes. Vous ordonnez le convenable, interdisez le blâmable et croyez en Allah. Si les gens du Livre croyaient, ce serait meilleur pour eux, il y en a qui ont la foi, mais la plupart d'entre eux sont des pervers. » (Surah 3 Verset 110)

L'un des poisons qui a affecté l'unité de la Ummah est la fragmentation de celle-ci en États-nations, fondés sur le concept kufr du nationalisme. Et c'est là le plus grand défi auquel fait face la communauté. Il est temps que les Musulmans cessent de se comporter en Musulmans pakistanais, turcs, saoudiens, algériens ou autres.

La situation des musulmans à travers le monde est comparable à une barque sans gouvernail. L'absence d'un chef, d'un khalifah, à la tête de la Ummah se fait sentir. Ceux qui sont censés défendre les intérêts de la Ummah, à l'instar des chefs d'États arabes, se sont ralliés aux ennemis de l'Islam, ceux-là même qui abusent de la fragmentation de la Ummah.

Face à notre faiblesse à nous affirmer en tant que Musulmans, les islamophobes ont mis en place leur stratégie pour imposer à la Ummah un modèle d'Islam qui leur est acceptable. Un Islam qui abandonne la hisbah, qui délaisse l'engagement politique en faveur d'une meilleure société, qui associe l'activisme au terrorisme et qui abolit le jihad intellectuel.

Outre le nationalisme, les ennemis d'Allah ont infiltré notre deen, et cela avec la complicité des traîtres, des concepts kufr, étrangers à l'Islam, tels que la laïcité, la dissociation de la politique du spirituel, la démocratie ou le capitalisme. Ce fut le signal à la contamination de nos esprits, à

la dilution du message coranique, de l'infection de la Ummah.

« Quiconque désire une idéologie autre que l'Islam, ne sera point agréé, et il sera, dans l'au-delà parmi les perdants. » Surah A'li Imran (3) verset 85

Outre le concept de la Ummah, nous avons dilué, sous l'influence de l'occident, les concepts de la soumission, de la aqeeda, que nous avons confondu avec écoles de pensée, du sacrifice, de la fraternité, de la hisbah. Nous avons, en adoptant le nationalisme, accepté le fractionnement de la Ummah musulmane, d'où notre indifférence aux souffrances des Ouighours, aux cris de désespoir des Rohingyah, aux douleurs des Palestiniens...

Profitant de notre faiblesse dans la compréhension des concepts idéologiques, les ennemis de l'Islam ont inventé l'islamophobie. L'islamophobie, faut-il le souligner, est une stratégie pour éliminer physiquement les Musulmans minoritaires, comme en Inde, mais surtout pour imposer à la Ummah une forme de l'Islam qui leur est acceptable. Et cela avec la complicité de chefs d'États musulmans, dont l'identité et les actes traîtres sont connus de tous.

La solution pour mettre fin aux atrocités en Palestine, mais aussi pour mettre un terme à la persécution des Rohingyas au Myanmar, à celle des Ouighours au Xinjiang ou encore au génocide au Cachemire ; la solution face à la discrimination raciale et aux intolérances grandissantes des extrêmes-droites en Europe et aux USA, demeure la mise en application de la législation d'Allah (swt). Car, face aux problèmes engendrés par la mise en application des politiques hostiles à l'Islam, en tant qu'idéologie, il faut une solution politique, l'installation de l'idéologie islamique selon les directives du Créateur.

Il convient aussi d'évoquer le principe de la Shari'ah selon lequel, ce qui est nécessaire pour accomplir un devoir (wajib) est un devoir en lui-même (wajib.)

Les paroles d'Allah (swt) et celles du Prophète Muhammad (saw) ainsi que le consensus des Sahabah nous permettent d'affirmer que l'établissement du système islamique est une obligation.

« Ô vous qui croyez ! Répondez à Allah et au Messager lorsqu'il vous appelle à ce qui vous donne la (vraie) vie, et sachez qu'Allah s'interpose entre l'homme et son cœur et que c'est vers Lui que vous serez rassemblés. » Surah Al Anfal (8), verset 24

Il est impératif, en ces jours sombres, que la Ummah revienne aux principes de l'idéologie islamique, un retour qui repose sur la pensée critique et qui rejette le suivisme aveugle.

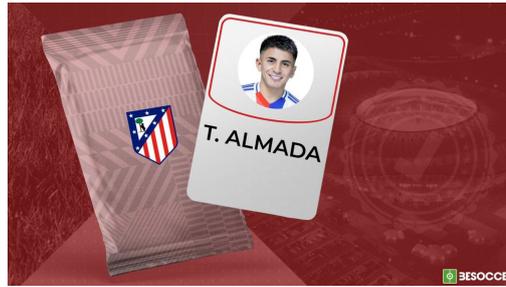
Qu'Allah (swt) nous guide et nous aide.

■ Mosadeq Sahebodin

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

OFFICIEL : l'Atlético boucle le transfert de Thiago Almada

L'Atlético Madrid a annoncé via ses canaux officiels la réussite de la visite médicale de Thiago Almada. La seule étape manquante avant la signature de son contrat après l'accord entre Botafogo et le club madrilène.



C'est officiel pour Thiago Almada chez les 'Colchoneros'. L'Atlético de Madrid a annoncé ce jeudi soir la signature du milieu offensif argentin, après que celui-ci ait passé sa visite médicale avec succès. Il a paraphé un contrat de 5 ans qui le liera au club jusqu'à 2030. Depuis samedi dernier, les rumeurs allaient bon train concernant l'intérêt des 'Rojiblanco', et en quelques jours, les négociations se sont accélérées au point que c'est désormais officiel. «Notre nouveau joueur a passé avec succès la visite médicale au Centre de Médecine Sportive de Haute Performance Vithas - Invictum de l'Hôpital Universitaire Madrid Arturo Soria, avant de se rendre aux bureaux du club au Riyadh Air Metropolitan. Il y a été accueilli par notre directeur général, Miguel Ángel Gil, qui lui a fait signer son contrat.»

«Joueur argentin droitier talentueux et polyvalent, il peut évoluer aussi bien en tant que meneur de jeu que comme ailier sur les deux côtés, à pied changé ou naturel», a souligné le club madrilène dans un communiqué publié sur son site officiel. Il s'agit du quatrième recrutement de l'Atlético pour la nouvelle saison, après l'arrivée de l'ailier gauche Álex Baena (en provenance de Villarreal), du milieu international américain Johnny Cardoso (depuis le Betis Séville), et du latéral gauche Matteo Ruggeri (transféré depuis l'Atalanta). L'investissement total du club rojiblanco sur ce mercato s'élève à environ 108 millions d'euros, hors bonus, qui pourraient porter la somme à 129 millions si toutes les conditions sont remplies.

Cinq joueurs ont quitté l'effectif par rapport à la saison dernière (les défenseurs Axel Witsel, Reinildo Mandava et César Azpilicueta en fin de contrat ; l'attaquant Ángel Correa parti à Tigres ; et l'ailier Rodrigo Riquelme transféré au Betis). Rodrigo De Paul devrait aussi partir dans les prochaines heures, en attendant la finalisation de son transfert à l'Inter Miami. Thiago Ezequiel Almada, né le 26 avril 2001 à Ciudadela (Buenos Aires), compte dix sélections avec l'équipe nationale d'Argentine depuis ses débuts le 24 septembre 2022 en amical contre le Honduras. Il a ensuite été convoqué pour la Coupe du monde au Qatar en 2022, remportée par l'Argentine de Lionel Scaloni.

La concurrence sera rude pour une place de titulaire, avec Antoine Griezmann, Julián Álvarez, Giuliano Simeone ou Álex Baena comme potentiels rivaux selon le poste. En effet, Almada peut évoluer à tous les postes offensifs, même s'il a le plus souvent joué comme numéro 10 ou ailier gauche. Son arrivée compense numériquement le départ de son compatriote Ángel Correa, parti à Tigres après dix ans au club. Almada sort de six mois passés à l'Olympique Lyonnais, sa première expérience européenne à 24 ans : il y a disputé 20 matchs (11 titularisations), marqué 2 buts et délivré 4 passes décisives, participant à la qualification de Lyon pour une compétition européenne. Avant cela, il avait joué pour Botafogo (26 matchs, 3 buts, 2 passes), Atlanta United (83 matchs, 26 buts) et Vélez Sarsfield (100 matchs, 24 buts). Almada avait été transféré de Vélez à Atlanta pour 14,5 millions d'euros, puis d'Atlanta à Botafogo pour 19,5 millions.

Anniversaire de Yamal : "Leur jalousie va les tuer", déclare son père

Mounir Nasraoui, le père de Lamine Yamal, a tenu à défendre son fils après la fête organisée pour ses 18 ans. L'événement, qui a fait grand bruit, fait même l'objet d'une enquête du gouvernement.



La fête des 18 ans de Lamine Yamal continue de faire couler beaucoup d'encre près d'une semaine après l'événement. Pour défendre son fils face aux critiques, Mounir Nasraoui, son père, a pris la parole publiquement. «Je n'écoute pas les critiques, je n'écoute que les miennes. Et les miennes disent que mon fils fait bien les choses, c'est tout. Pas de jalousie. Le problème, c'est que les gens, au lieu de regarder ce qu'ils ont autour d'eux, regardent ce que les autres ont au loin, et leur jalousie va les tuer. C'est leur problème», a-t-il affirmé à Europa Press. Selon lui, Yamal ne fait de mal à personne : «Il a eu 18 ans et il a aussi le droit de profiter un peu de la vie. On comprend tous que c'est un sportif professionnel, mais c'est aussi un garçon comme les autres.»

Il appelle au bon sens collectif : «Nous devrions tous être fiers d'avoir un joueur national ici en Espagne. Fiers d'avoir un numéro 10 espagnol qui porte ce numéro dans son club et qui représente fièrement l'équipe nationale. C'est ça qu'il faut faire : l'applaudir sur le terrain comme en dehors, pas lui détruire l'esprit.» Et de conclure avec un message de tolérance : «Je remercie tous ceux qui en parlent. Je les remercie, mais je demande juste un peu de respect pour tout le monde. Nous sommes tous égaux. Soyons fiers qu'un jeune représente l'Espagne sur la scène internationale. Je n'ai jamais vu un joueur espagnol comme Lamine Yamal.»

OFFICIEL : Renato Marin signe au Paris Saint-Germain

Le PSG signe Renato Marin jusqu'en 2030. Le jeune gardien de 19 ans arrive libre après cinq ans à l'AS Roma.

Le Paris Saint-Germain a officialisé ce jeudi l'arrivée de Renato Marin, jeune gardien de but de 19 ans. Libre de tout contrat, le portier italo-brésilien s'est engagé avec le club parisien jusqu'en juin 2030. Né à São Paulo le 10 juillet 2006, Marin débute le football au Brésil avant de rejoindre l'AS Roma en 2020. Très vite repéré pour ses qualités athlétiques et sa maîtrise technique, il gravit les échelons du centre de formation romain. Après une saison 2022-2023 solide avec les U17 - ponctuée d'un titre face à l'Inter Milan - il devient titulaire en Primavera dès l'âge de 17 ans, disputant 39 matchs lors de



la saison 2023-2024, dont 13 sans encaisser de but.

Ses performances lui ouvrent les portes de l'équipe nationale italienne U19 avec laquelle il compte déjà 13 sélections. Titulaire lors de l'Euro U19, il atteint les demi-finales avec la Nazionale l'été dernier. La saison passée, Claudio Ranieri l'a régulièrement appelé

dans le groupe professionnel, notamment lors des six premières journées de Ligue Europa, tout en continuant à évoluer avec la Roma Primavera (11 matchs). Après cinq ans de formation en Italie, Renato Marin rejoint le PSG. Reste à savoir quelle place il occupera au club qui compte déjà un gardien titulaire - Donnarumma - et deux joueurs de rotation au poste avec Safonov et Arnau Tenas.

EA Sports a dévoilé sa première bande-annonce et la couverture de son titre pour la saison prochaine, EAFC 26. Dans l'édition standard, le joueur du Real Madrid, Jude Bellingham, est de retour, tandis que le joueur du Bayern München, Jamal Musiala, fait ses débuts.



On connaît désormais la couverture de EAFC 26, le jeu vidéo autrefois connu sous le nom de FIFA et publié chaque année par EA Sports. Ce mercredi, la société a présenté les premières images du chapitre 2026 et a dévoilé la couverture de sa version standard. Une année de plus, Jude Bellingham y figurera. Le milieu de terrain anglais du Real Madrid est de retour après avoir été le visage d'EAFC 25, mais il n'est pas seul. Grande nouveauté, la couverture sera en vedette avec Jamal Musiala, footballeur du Bayern «De coéquipiers à rivaux, et de rivaux à stars de la couverture. Jude Bellingham et Jamal Musiala, aux côtés de la communauté dans l'édition standard de FC26», a publié EA Sports, rappelant que les joueurs actuels du Real Madrid et du Bayern München partagent une histoire commune. Et bien qu'ils ne se soient jamais croisés dans leurs clubs, Jude Bellingham et Jamal Musiala ont été coéquipiers dans les catégories jeune de l'équipe d'Angleterre. Ensemble, ils ont disputé plus d'une dizaine de matches

avec les moins de 15 ans, les moins de 16 ans ou les moins de 17 ans, bien que le joueur de du Bayern ait fini par choisir l'Allemagne lorsqu'il a fait le saut vers l'équipe A.

Ibrahimovic, couverture de l'Ultimate Edition

En plus de la couverture, la division sportive d'Electronic Arts a publié sa première bande-annonce qui comprend des images du gameplay et assure avoir écouté la communauté avec des exemples. Tout cela devra être vérifié dans la pratique lors de sa mise en vente le 26 septembre. Par ailleurs, EA avait également annoncé il y a quelques jours le retour de Zlatan Ibrahimovic dans le jeu en tant qu'icône. «Les gens aiment Zlatan», a déclaré le Suédois dans les dernières secondes de la bande-annonce susmentionnée. L'ancien joueur de la Juventus, de l'Inter, de Barcelone, de Manchester United, du PSG, de Milan, sera également le protagoniste de la couverture de l'Ultimate Edition.

Rashford ne pense qu'au Barça et a déjà le feu vert de Flick



Marcus Rashford est l'un des joueurs les mieux placés pour venir renforcer les rangs du club catalan. L'Anglais a pour priorité absolue de rejoindre le Barça et Hansi Flick aurait donné son accord à la direction pour qu'elle concrétise son arrivée.

Après l'échec de Nico Williams, le FC Barcelone continue de travailler pour renforcer son secteur offensif. Bien que ces dernières semaines, le nom le plus cité ait été celui de Luis Díaz, les difficultés que poserait Liverpool au transfert du Colombien rendent son arrivée au Camp Nou des plus compliquées. Dans ce contexte, Marcus Rashford apparaît comme le mieux placé pour atterrir dans la capitale catalane. Le nom de l'Anglais a également circulé fréquemment ces derniers temps et son arrivée au Barça s'annonce plus simple, car Manchester United l'a clairement placé sur le marché.

Rashford serait conscient de l'intérêt d'autres clubs comme la Juventus Turin, mais l'international anglais qui a connu un prêt réussi à Aston Villa lors de la seconde moitié de la saison passée est clair sur ses intentions. Comme le souligne Matteo Moretto, le joueur des 'Red Devils' ne pense qu'à Barcelone, la seule option qu'il envisage pour son avenir. Il fait pression sur Manchester United en ce sens afin de faciliter son éventuelle arrivée.

Et selon les mêmes informations, Hansi Flick, entraîneur de l'équipe, aurait déjà donné son feu vert à la direction pour accélérer le processus de l'opération. Rest à savoir quelle formule le Barça tentera, un transfert ou un prêt. Dans tous les cas, ce qui semble clair, c'est que Rashford, l'un des joueurs les mieux payés de Premier League, devra revoir son salaire actuel à la baisse s'il veut porter le maillot 'blaugrana'.

Liverpool refuse les 67,5 M€ du Bayern pour Luis Díaz

Le Bayern Munich a essuyé un refus de la part de Liverpool après une première offre de 67,5 millions d'euros pour Luis Díaz. Les Reds réclament pas moins de 100 millions pour céder leur ailier colombien qui souhaiterait s'en aller.



Liverpool a rejeté la première offre reçue pour Luis Díaz. Le club 'red' a dit «non» à 67,5 millions d'euros que le Bayern a posé sur la table pour l'ailier colombien. Luis Díaz veut partir et l'a fait savoir au club anglais, mais le club anglais ne souhaite pas le vendre. Tout du moins, pas à n'importe quel prix. C'est la raison pour laquelle l'offre du Bayern a été refusé, précise 'The Athletic'.

Liverpool évalue son joueur à plus de 100 millions d'euros. Il n'est en fait pas question de le vendre. Encore moins après le décès de Diogo Jota. Le Colombien ne s'est pas senti valorisé ces derniers mois, c'est pourquoi il voyait d'un bon œil un départ à quelques mois de la Coupe du Monde 2026. Tant le Barça que le Bayern se sont montrés intéressés. Un mois et demi avant la fin du mercato, Luis Díaz continuera de faire pression pour trouver une nouvelle destination.